

Présidentielle. Artisans, hôpitaux, cause animale... les candidats interpellés de toutes parts



ARCHIVE. Les praticiens hospitaliers se sont mobilisés fin janvier pour dénoncer le manque de moyens. (LP/Nolwenn Cosson.)

C'est une tradition, à chaque campagne électorale son foisonnement d'idées... et de revendications. Syndicats, métiers, secteurs d'activité se mobilisent pour peser sur les programmes.

En période électorale, les candidats ne sont pas les seuls en campagne. Corporations et lobby, associations et syndicats, tentent de peser sur les projets des uns et des autres. Ce lundi matin, à 62 jours du premier tour de la présidentielle, Jean-Claude Mailly présente ainsi les revendications « prioritaires » de Force ouvrière avant l'élection au siège du syndicat. Il n'est pas le premier. Depuis l'automne, les interpellations catégorielles se multiplient.

Les grandes entreprises font pression. Face aux propositions contraires des candidats pour renouer avec la croissance et l'emploi, le Medef a présenté mardi derniers ses propositions de réforme. Quatre grands axes doivent être revus pour renouer avec la confiance, le « mot magique », selon Pierre Gattaz : baisse de la fiscalité pour restaurer les marges des entreprises, flexibilité du marché du travail, simplification des normes, qui doivent être davantage discutées et l'adaptation de l'éducation et de l'apprentissage aux nécessités de l'entreprise. Un livre bleu de 170 pages a été adressé aux candidats. Le syndicat patronal a également appelé à transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de charges et réclamé de nouvelles baisses de charges de 30 milliards d'euros.

Le Medef, associé à neuf autres organisations patronales, recevra tous les candidats à la présidentielle pour discuter de leurs programmes économiques « dans une salle à Paris », les 21, 28 mars et 5 avril.

Et les « 98 Pour Cent » passent à l'action. Partant du principe que 2,1 millions d'artisans, commerçants, travailleurs indépendants représentent 98% des entreprises françaises, qui se reconnaissent peu dans les demandes du Medef, le Syndicat des indépendants (SDI) a lancé un mouvement de revendications pour 2017. Leur première demande est une protection sociale opérationnelle, pour mettre fin aux dysfonctionnements, dénoncés par tous les candidats, du RSI. Ils demandent aussi que soit réalisée une étude d'impact chaque fois qu'une loi est modifiée, un numéro de compte bancaire unique, portable de banque en banque comme un numéro de téléphone, le plafonnement des frais bancaires, la réorientation du CICE vers l'abaissement des charges des TPE.

leparisien.fr

Julie Cloris @JulieCloris